ANNEXE IV

Note de l'Observatoire français des conjonctures économiques

Impact macroéconomique du financement du déficit structurel du régime général de la Sécurité sociale par une hausse de la CSG sur la période 1993-2008[245] ?

De 1993 à 2008, le cumul des déficits du régime général représente 111 milliards d'euros courants, soit l'équivalent de 7,5 points de PIB sur la période (tableau 1). 78 % des déficits cumulés s'expliquent par la branche « maladie – accidents du travail » (graphique 1).

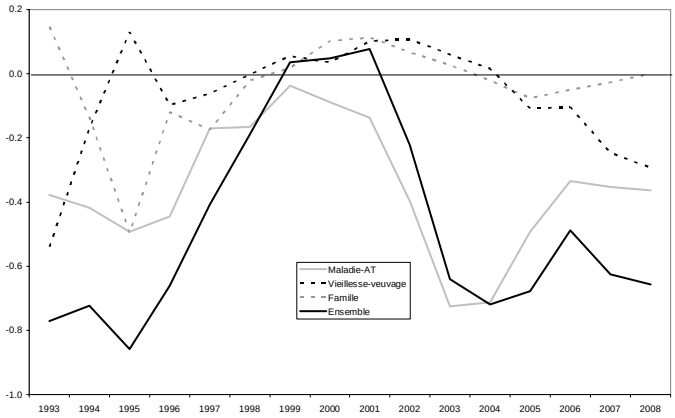
Tableau 1. Déficits cumulés du régime général par branche de 1993 à 2008

	En Mds d'euros courants	En points de PIB
Maladie-AT	86,2	5,7
Vieillesse-veuvage	16,8	1,1
Famille	8,1	0,7
Régime général	**111,0**	**7,5**

Sources : Comptes de la Sécurité sociale, calculs OFCE.

[245] Ce travail a été réalisé par Gérard Cornilleau, Mathieu Plane et Henri Sterdyniak (*Observatoire Français des Conjonctures Economiques*).

Graphique 1. Solde du régime général par branche
(En points de PIB)

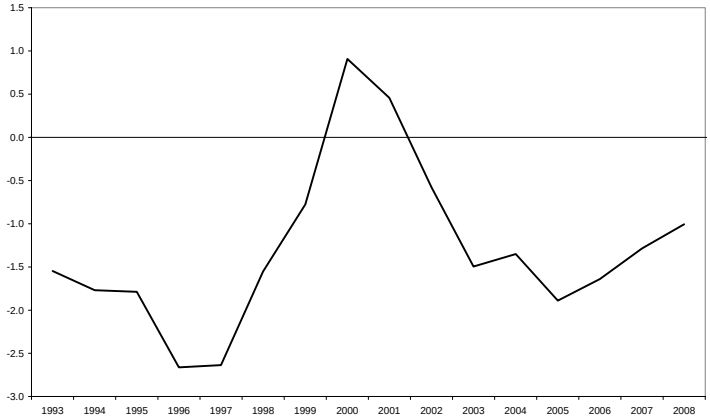


Source : Comptes de la Sécurité sociale.

L'évolution du solde du régime général peut se décomposer en un solde structurel et un solde conjoncturel. Le calcul du solde structurel nécessite de prendre en compte l'écart de production de la croissance française à son potentiel. Nous retenons celui fourni par l'OCDE (graphique 2). Pour simplifier le calcul, nous avons supposé que la totalité des dépenses du régime général étaient d'ordre structurel et que les recettes avaient à la fois une composante structurelle et conjoncturelle. Selon nos calculs, sur les 111 milliards de déficits cumulés, 66 milliards sont structurels, soit 60 % du total. Les 40 % restant (45 milliards) sont conjoncturels. Le solde du régime général a été en moyenne déficitaire de 0,47 point de PIB sur la période 1993-2008. Le déficit structurel moyen représente 0,28 point de PIB (graphique 3).

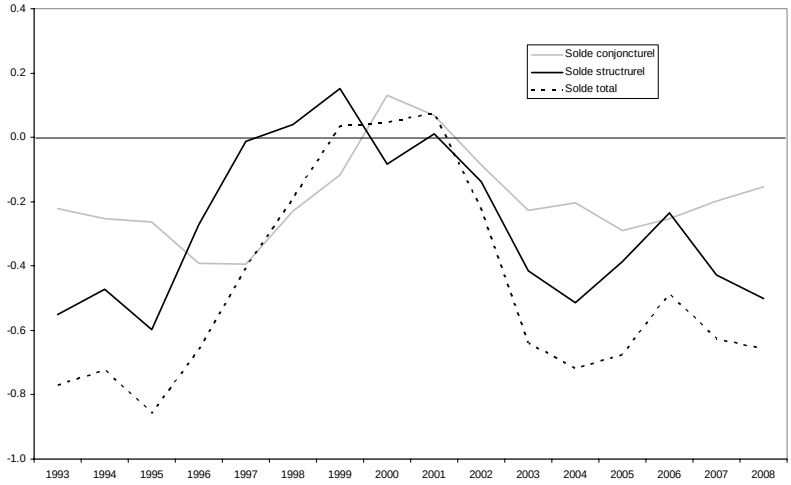
Graphique 2. Output gap de la France selon l'OCDE

(En points de PIB potentiel)



Graphique 3. Solde du régime général : décomposition structurel / conjoncturel

(En points de PIB)



Sources : Comptes de la Sécurité sociale, calculs OFCE.

Quel aurait été l'impact macroéconomique d'un financement des déficits structurels du régime général par une hausse de CSG sur la période 1993-2008 ?

Nous avons simulé une variante à partir du modèle *e-mod.fr* dans laquelle nous faisons un choc d'une hausse de CSG permettant de réduire chaque année de 1993 à 2008 le déficit *ex post* du régime général de 0,28 point de PIB (tableaux ci-dessous).

La hausse de la CSG conduit à une baisse du revenu des ménages, donc de leurs dépenses (consommation et FBCF). Celle-ci induit une baisse du PIB (de 0,18% au bout de 5 ans) et de l'investissement des entreprises (de 0,3%). Il en résulte une baisse des emplois (de 23000) et une hausse du taux de chômage (de 0,1%). Celui-ci provoque une pression à la baisse des salaires, donc des prix. L'amélioration de la compétitivité permet alors des gains de solde extérieur en volume. Le PIB remonte alors lentement vers son niveau du compte central. A la fin de la simulation (soit après 14 ans), le PIB reste en dessous de celui-ci (de 0,14%), la baisse de la demande intérieure est partiellement compensée par une hausse du solde extérieur en volume. L'emploi reste en dessous de son niveau initial. Le chômage a fait baisser le salaire réel de 0,4%. Les gains de compétitivité sont obtenus par une forte baisse du prix des exportations de sorte que le solde extérieur en valeur ne s'améliore pas.

Le déficit public est réduit de 0,28 point de PIB (et la dette de 3,9 points), mais le solde extérieur n'est que très faiblement amélioré. A court terme, c'est la baisse de l'épargne des ménages qui compense la baisse du déficit. A long terme, c'est la hausse de l'endettement des entreprises et du secteur financier.

On peut tirer deux enseignements de cette variante :

- la hausse des prélèvements sur les ménages a des effets dépressifs à moyen terme. Un pays qui ne maîtrise ni son taux d'intérêt, ni son taux de change, n'a pas les moyens d'éviter ces effets. La réduction des déficits structurels ne peut donc intervenir qu'en période de forte croissance ou être concertée en Europe et accompagnée d'une baisse des taux d'intérêt et du taux de change.

- les effets favorables sur la compétitivité ne jouent que très lentement. La dégradation des termes de l'échange compense les gains en volume. Selon le modèle, la France ne réussit pas à remplacer le déficit public par un excédent extérieur en valeur, la dette publique par des avoirs nets sur l'extérieur. A long terme, c'est la dette des entreprises qui remplace la dette publique.

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Résumé																
PIB total en volume	-0.07	-0.11	-0.15	-0.16	-0.17	-0.19	-0.18	-0.18	-0.18	-0.18	-0.17	-0.16	-0.14	-0.14	-0.12	-0.11
Contributions au niveau du PIB																
Importations	0.03	0.05	0.08	0.09	0.11	0.13	0.14	0.15	0.16	0.17	0.18	0.19	0.21	0.21	0.23	0.23
Dépenses des ménages	-0.08	-0.13	-0.19	-0.23	-0.27	-0.30	-0.33	-0.35	-0.38	-0.40	-0.42	-0.44	-0.45	-0.46	-0.47	-0.47
Dépenses des administrations	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Investissement des entreprises	-0.02	-0.02	-0.03	-0.03	-0.03	-0.03	-0.03	-0.03	-0.02	-0.02	-0.02	-0.01	-0.01	0.00	0.00	0.00
Exportations	0.00	0.00	0.00	0.01	0.02	0.03	0.04	0.06	0.07	0.08	0.09	0.10	0.11	0.12	0.13	0.14
Variations de stocks	-0.01	-0.01	-0.01	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Demande intérieure	-0.11	-0.17	-0.23	-0.27	-0.30	-0.35	-0.36	-0.39	-0.41	-0.43	-0.44	-0.46	-0.46	-0.47	-0.48	-0.48
Solde extérieur	0.03	0.06	0.08	0.10	0.13	0.16	0.18	0.20	0.23	0.25	0.27	0.29	0.32	0.33	0.36	0.37
En **%**																
Prix de la consommation des ménages	0.01	-0.01	-0.06	-0.16	-0.26	-0.37	-0.48	-0.60	-0.73	-0.85	-0.95	-1.04	-1.12	-1.19	-1.25	-1.29
Prix export	0.00	-0.03	-0.09	-0.19	-0.30	-0.42	-0.55	-0.68	-0.81	-0.94	-1.06	-1.16	-1.25	-1.32	-1.39	-1.43
Prix importation	0.00	0.00	-0.02	-0.05	-0.09	-0.13	-0.17	-0.22	-0.26	-0.30	-0.34	-0.37	-0.39	-0.43	-0.45	-0.47
Salaire nominaux	-0.04	-0.10	-0.19	-0.31	-0.44	-0.59	-0.73	-0.88	-1.03	-1.18	-1.31	-1.43	-1.53	-1.61	-1.69	-1.73
Prix du PIB	0.01	-0.01	-0.08	-0.20	-0.33	-0.48	-0.65	-0.81	-0.96	-1.12	-1.27	-1.40	-1.52	-1.62	-1.70	-1.76
Salaire horaire réel	-0.05	-0.09	-0.13	-0.15	-0.18	-0.21	-0.25	-0.28	-0.30	-0.33	-0.36	-0.39	-0.41	-0.43	-0.44	-0.45

	productivité horaire, marchand	-0.06	-0.06	-0.07	-0.06	-0.05	-0.05	-0.02	-0.01	-0.01	0.00	0.01	0.02	0.03	0.03	0.03	0.03
	Effectifs totaux (en milliers, en moyenne)	-4.36	-10.04	-15.12	-18.27	-20.11	-22.40	-22.99	-22.78	-22.50	-21.90	-20.24	-18.11	-14.83	-12.14	-9.28	-6.27
	Effectifs salariés (en milliers, en moyenne)	-3.75	-8.66	-13.10	-15.88	-17.57	-19.63	-20.22	-20.11	-19.85	-19.29	-17.75	-15.78	-12.82	-10.40	-7.83	-5.12
	Effectifs totaux (en %, en moyenne)	-0.02	-0.04	-0.07	-0.08	-0.09	-0.09	-0.09	-0.09	-0.09	-0.09	-0.08	-0.07	-0.06	-0.05	-0.04	-0.02
	Taux de chômage BIT (en point, en moyenne)	0.02	0.04	0.06	0.07	0.08	0.08	0.09	0.08	0.08	0.08	0.07	0.07	0.05	0.04	0.03	0.02
	Taux d'épargne des ménages	-0.33	-0.29	-0.26	-0.22	-0.19	-0.19	-0.16	-0.12	-0.11	-0.10	-0.09	-0.08	-0.07	-0.06	-0.04	-0.01
	EBE / VA SNF	-0.02	0.00	0.00	0.01	0.01	0.00	0.00	-0.01	-0.02	-0.04	-0.05	-0.06	-0.07	-0.08	-0.08	-0.08

		1993	**1994**	**1995**	**1996**	**1997**	**1998**	**1999**	**2000**	**2001**	**2002**	**2003**	**2004**	**2005**	**2006**	**2007**	**2008**
Capacité de fin. *(niveau en point de PIB)*																	
	Sociétés non financières	0.00	0.01	0.00	-0.01	-0.02	-0.02	-0.04	-0.06	-0.06	-0.08	-0.08	-0.09	-0.10	-0.10	-0.10	-0.11
	Sociétés financières	-0.01	-0.03	-0.04	-0.04	-0.05	-0.05	-0.05	-0.06	-0.07	-0.07	-0.08	-0.08	-0.09	-0.10	-0.12	-0.13
	APU	0.28	0.28	0.28	0.28	0.28	0.28	0.28	0.28	0.28	0.28	0.28	0.28	0.28	0.28	0.28	0.28
	Ménages et EI	-0.23	-0.21	-0.18	-0.15	-0.13	-0.13	-0.11	-0.09	-0.08	-0.07	-0.07	-0.06	-0.05	-0.05	-0.03	-0.02
	Extérieur	0.03	0.05	0.07	0.08	0.08	0.09	0.08	0.08	0.07	0.06	0.06	0.05	0.04	0.03	0.03	0.03
Taux de croissance en volume (en %)																	
	PIB	-0.07	-0.11	-0.15	-0.16	-0.17	-0.19	-0.18	-0.18	-0.18	-0.18	-0.17	-0.16	-0.14	-0.14	-0.12	-0.11

	Importations	-0.17	-0.25	-0.35	-0.40	-0.45	-0.51	-0.50	-0.53	-0.56	-0.60	-0.62	-0.64	-0.65	-0.65	-0.67	-0.65
	Conso. des ménages	-0.10	-0.19	-0.27	-0.34	-0.41	-0.47	-0.52	-0.56	-0.59	-0.62	-0.65	-0.68	-0.70	-0.72	-0.74	-0.74
	FBCF totale	-0.23	-0.30	-0.38	-0.41	-0.42	-0.44	-0.39	-0.39	-0.38	-0.38	-0.35	-0.33	-0.29	-0.26	-0.23	-0.19
	FBCF des SNF EI	-0.18	-0.24	-0.30	-0.30	-0.29	-0.30	-0.23	-0.20	-0.18	-0.17	-0.12	-0.09	-0.04	-0.01	0.02	0.05
	FBCF des ménages	-0.52	-0.63	-0.81	-0.91	-0.97	-1.04	-1.02	-1.07	-1.07	-1.09	-1.05	-1.01	-0.98	-0.96	-0.92	-0.84
	Exportations	0.00	0.00	0.02	0.05	0.08	0.12	0.16	0.20	0.24	0.27	0.31	0.34	0.37	0.40	0.42	0.43
	Demande intérieure hors stocks	-0.10	-0.16	-0.22	-0.27	-0.31	-0.35	-0.37	-0.39	-0.41	-0.43	-0.44	-0.45	-0.46	-0.47	-0.47	-0.47
	Variations de stocks (en contribution)	-0.01	-0.01	-0.01	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00